

**Rapport de mission à Bruxelles pour assister à la
Présentation de l'appel d'offre INCO
organisée par le réseau ETFRN
(European Tropical Forest Research Network)**

Dominique Louppe & Sylvie Gourlet-Fleury

7 avril 2000

Présence de Dominique Louppe à Bruxelles les 30 et 31 mars et de Sylvie Gourlet-Fleury le 31 mars.

30/03/2000 de 14h à 15h

ENTRETIEN AVEC M. Alain Dartenucq (Communauté Européenne, Direction recherche)

1. Budget INCO 85 M d'Euros prévus
(En *a parte* : ramenés certainement à 80M d'Euros).
2. Taille d'un projet de recherche 6 à 700 000 Euros
Gros projets pouvant atteindre 1 M d'Euros
3. Les financements possibles
 - ◆ Projets de recherche à coût partagé : doit mobiliser au minimum deux pays du Nord et deux du Sud. Note : tous les types de dépenses sont éligibles (y compris investissements matériels et salaires), ce qui n'est pas le cas pour les autres types d'actions ci-dessous.
 - ◆ Action de recherche concertée : permet la coordination de recherches sur un thème précis plus l'organisation de réunions, échange de chercheurs. Le but est de favoriser les échanges et la coopération entre structures mais sans financement des travaux de recherche. Au minimum, 3 pays du Nord et 3 du Sud.
 - ◆ Coordination de réseaux thématiques : chercheurs + industriels
 - ◆ Bourses de stage pour partenaires du Sud qui viennent en plus du financement du Projet auquel ils sont associés.
4. Il devrait y avoir une centaine de projets de recherche à financement partagé retenus
5. Dartenucq pense que les projets INCO sont l'occasion pour des structures comme le CIRAD de développer des partenariats (avec les pays du Sud) qui ne leur coûtent rien. En conséquence, ces structures ne devraient pas "être trop gourmandes". La CE ne doit pas se substituer aux carences des pays européens en matière de financement de la recherche donc ne financera pas ou peu de salaires dans les projets pour la partie européenne.

6. Les projets doivent être :

◆ **à objectif appliqué** : exemples :

“Amélioration des qualités technologiques des bois de teck de plantation par l'amélioration génétique et l'amélioration des techniques sylvicoles” et non “Influence de la génétique, de la sylviculture et de l'environnement sur les qualités technologiques du bois de Teck”.

“Amélioration de la productivité des plantations forestières par mise au point de biotechnologies associant sélection variétale chez l'arbre et ses symbioses (rhizobium, mycorhizes)” et non “Mise au point de biotechnologies pour...”.

Un projet de cartographie génétique ou de mise au point de multiplication par embryogénèse somatique n'entre pas dans le cadre d'un projet INCO. Par contre, ces outils peuvent être inclus dans un projet à objectif appliqué.

◆ **Ciblés sur une seule région** pour avoir une chance de passer : il y a un comité de sélection régional après le comité de sélection scientifique ; il est rare qu'un projet jugé prioritaire dans une région, le soit aussi dans une autre, il est donc éliminé.

◆ Ne faire intervenir qu'un **nombre limité de partenaires** (mais au moins 4 pays) pour des questions de gestion de projet. Le projet café sud-américain est très intéressant mais 10 partenaires va le rendre coûteux et difficilement gérable ce qui peut être un handicap lors de la sélection.

Il vaut donc mieux éliminer certains objectifs dans le cadre du projet pour le rendre plus "crédible" : ayant plus de chances d'être mené à bien dans les délais impartis (rien n'empêche d'intégrer un projet Inco dans un programme plus large).

◆ **Equilibré entre pays du Nord et du Sud** : trop souvent le partenaire du Sud du CIRAD est un agent CIRAD en poste "d'accueil" dans le Sud. C'est à éviter. Pour le CATIE par exemple, il vaut mieux mettre des noms à consonances hispanophones.

Les projets "café" et "teck" sont éligibles mais visent trop large et font intervenir trop de partenaires (a priori). Il faut donc réduire.

7. Des industriels peuvent être associés au projet qui peut prendre leurs frais en charge. Par contre, il n'est pas envisageable de financer le DANIDA (Agence de Coopération) et l'ICRAF (déjà financé par ailleurs par l'Europe).

8. La DG XII laisse toute liberté pour déterminer les thèmes de recherche : pas d'a priori sur les espèces, les techniques, etc... Si les INCO mettent en évidence des possibilités d'amélioration des systèmes de culture, ceux-ci seront proposés à la Direction qui s'occupe du développement.

30/03/2000, de 17h45 à 22h10

RÉUNION AVEC MM.

Awang Kamis (secrétaire exécutif de APAFRI (Asia Pacific Association of Forestry Research Institutions))

Moutanda Antoine (coordonnateur forêt du Coraf)

Ouedraogo Sibiri (coordonnateur Sahel du Coraf-forêt)

Kadio Aimé (coordonnateur zone humides d'Afrique de l'Ouest du Coraf-forêt)

Tchatat Mathurin (coordonnateur zone Afrique Centrale du Coraf-forêt)

Souvannavong Oudara (FAO - recherche)

- ◆ Présentation du fonctionnement du “réseau” APAFRI par le Secrétaire Exécutif pour servir de base de réflexions en vue de la création du réseau FORNESA
- ◆ Commentaires Oudara Souvannavong : APAFRI se tourne de plus en plus vers les universités qui ne font pas de réelle recherche forestière alors qu'il existe des centres de recherche très performants. Il considère que ce changement de cap est lié au financement ACDI.
- ◆ Oudara Souvannavong veut lancer le FORNESA. Il prévoit une réunion à Accra, en juin sauf imprévu, des responsables CORAF, AFREA et SADEC. (Si j'ai bien compris, il dispose d'un budget de 345.000 US\$ sur 3 ans pour financer les activités des différents groupes de travail de ce réseau suite à la réunion de Yaoundé).
- ◆ Oudara Souvannavong veut relancer la recherche sur le Teck et souhaite s'y impliquer personnellement (pour ne pas perdre tout contact avec la recherche). Il pense que l'on pourrait rédiger avec les partenaires africains (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin), le DANIDA et le CIRAD un projet qui pourrait se vendre à des bailleurs de fonds, pourquoi pas la BAD ? ou INCO ? Pour appuyer les travaux de préparation qui consisteraient à faire l'inventaire des dispositifs existants et encore utilisables, il dispose d'une enveloppe de 3.000 US\$ environ par pays (par inventaire, entendre "recensement"). Une telle méthodologie pourrait être utilisée pour d'autres projets à monter (cela ressemble fort à ce qui est proposé pour les TOF). Les projets sont à monter par zones. J'ai cru comprendre ici “zones CORAF” soit Sahel, Afrique de l'Ouest humide et Afrique centrale.
- ◆ Moutanda a évoqué la nécessité de développer un projet similaire à FORAFRI pour les essences de plantation.
- ◆ Tchatat dit qu'il est nécessaire d'entreprendre des études technologiques sur le bois issu des plantations y compris les défauts résultant d'un manque de sylviculture (tels abondance de nœuds, etc.).
- ◆ Sibiri Ouedraogo juge la "domestication des fruitiers sauvages comme une (si pas la plus) grande priorité".
Il est intéressé d'apprendre que Denis Gautier est au Cameroun pour travailler sur les parcs et que Laurence Boutinot va aborder les aspects socio-économiques. Il pense que le CIRAD doit s'impliquer dans les projets "Sahel". Voir ses courriers envoyés par mail en mars (voir annexe). **Il demande que le CIRAD confirme son intention de collaborer à l'élaboration et la réalisation de tels projets** (cf. mail du 24/03/00 qui propose une réunion du 8 au 13 mai prochain pour formuler un ou deux projets).

31/03/2000 - 10 à 16 h.

RÉUNION DE PRÉSENTATION DE L'APPEL D'OFFRE INCO

(Information meeting INCO-DEV : call for proposals, questions to Commission)

Les informations recueillies au cours de cette rencontre ont en grande partie déjà été présentées dans le compte-rendu du contact avec M. Dartenucq. Ci après sont développées quelques données complémentaires.

INCO DEV constitue l'un des trois programmes horizontaux du 5ème PCRD, qui comporte en outre 4 programmes thématiques (l'un d'entre eux est susceptible de nous intéresser : voir en fin de ce document).

Les projets relevant de INCO-DEV (International Co-operation, Research for Development), compte tenu du fait que la recherche est un moteur du développement, ont pour objectifs de :

- ◆ renforcer la capacité de recherche des pays en voie de développement
- ◆ promouvoir la coopération en matière scientifique et technique entre le Sud et le Nord
- ◆ améliorer les systèmes d'exploitation des ressources naturelles renouvelables
- ◆ améliorer les systèmes de culture en développant des outils pour un développement durable. Il faut “garder à l'esprit” dans les propositions les aspects socio-économiques, culturels et environnementaux.

INCO-DEV donne une importance accrue :

- ◆ aux initiatives des pays en voie de développement
- ◆ au dialogue régional
- ◆ à la prise en compte des savoirs locaux (indigènes)
- ◆ à l'amélioration des capacités scientifiques et décisionnelles des PVD (les propositions devraient émaner préférentiellement des PVD)
- ◆ à la qualité scientifique (évaluée par des observateurs indépendants)

L'appel d'offre vise à :

- ◆ répondre à des besoins réels des PVD
- ◆ créer ou améliorer un partenariat scientifique entre le N et le S pour travailler sur des besoins spécifiques des PVD
- ◆ obtenir des résultats qui pourront orienter la politique de l'Union Européenne en matière de Coopération au Développement
- ◆ améliorer la valeur ajoutée de l'activité recherche en Europe et dans les PVD
- ◆ diminuer l'isolement des chercheurs des PVD et à les aider à acquérir un niveau international tout en continuant à travailler dans leur structure nationale
- ◆ intégrer progressivement les PVD dans le marché mondial de manière durable, c'est pourquoi l'aspect environnemental est très important dans cet appel d'offre.
- ◆ répondre durablement à la demande croissante en produits agricoles et forestiers tant en quantité qu'en qualité

Les priorités de l'appel à propositions de l'année 2000 dans le cadre d'INCO-DEV portent sur les 3 thèmes suivants :

1. Recherche sur les politiques pour un développement durable.
2. Recherches systémiques sur le patrimoine naturel, l'environnement humain et la santé.
3. Outils pour un développement durable.

Chaque thème est divisé en sous-thèmes, nous pointons ci-dessous ceux qui paraissent les plus susceptibles d'intéresser les trois programmes :

- 1.2. Utilisation des ressources naturelles et production économique, adaptation à la mondialisation et harmonie avec l'environnement. Les projets soumis doivent apporter une contribution à l'un de 4 domaines cibles dont deux au moins relèvent du thème 1 du programme Forêts Naturelles.
- 2.1. Stratégies pour la productivité rurale : gestion de l'écosystème en vue de garantir la durabilité. 3 des 5 domaines évoqués intéressent Forêts Naturelles et Arbres et Plantations:
 - 1) Etude des processus permettant d'obtenir, à partir d'écosystèmes naturels, des produits ou des services (...) ou permettant de restaurer les niveaux de productivité antérieurs, notamment en établissant des zones protégées : thème 3 (F. Nat) et thème 4 (A&P).
 - 2) Analyse des facteurs socio-économiques (...) qui déterminent la productivité des principaux écosystèmes gérés par l'homme : thème 4 (F. Nat).
 - 3) Détermination et validation de critères, création d'indicateurs de développement durable et de restauration, et conception d'outils adaptés, et notamment de systèmes d'information correspondants, utilisables dans la gestion pratique des écosystèmes : thèmes 3, 4 et activité SGBD (F. Nat.), thèmes 1 et 4 (A&P).
- 3.2. Technologies permettant d'assurer une production végétale et animale durable, éléments d'amélioration.
 - 3.2.1. Cultures de rente et foresterie. 4 des 5 domaines évoqués peuvent intéresser les programmes Bois et A&P, voire le programme F. Nat.
 - 1) Techniques de sélection et d'amélioration des plantes et outils pour l'amélioration
 - 3) Pratiques culturales permettant d'améliorer la production, telles que les techniques de fertilisation et d'irrigation, les cultures intercalaires et l'assolement, l'agroforesterie, la fixation biologique de l'azote et l'utilisation de mycorhizes.
 - 4) Techniques de boisement pour la restauration des zones boisées et l'enrichissement des peuplements forestiers dégradés.
 - 5) Technologies de transformation plus performantes et respectueuses de l'environnement pour le stockage, la qualité, l'utilisation et la commercialisation des produits.

M. Darthenucq a bien insisté sur le fait que la stratégie mise en avant dans la réponse à l'appel d'offre doit:

- ◆ tenir compte de la limite de la productivité des écosystèmes
- ◆ tenir compte des facteurs socio-économiques
- ◆ analyser les types et l'intensité de l'exploitation des écosystèmes
- ◆ permettre d'établir des critères et indicateurs de durabilité des systèmes de culture

Mode d'évaluation des projets :

L'évaluation des projets se fait en deux étapes, sur 4 grands critères. Chaque critère est noté de 0 à 5, certains font l'objet d'un seuil éliminatoire.

Etape	Critères			
	Excellence scientifique	Valeur ajoutée communautaire	Gestion de l'équipe et ressources humaines	Développement économique et perspectives scientifiques et techniques
Etape 1	Poids : 30% Seuil éliminatoire : note 4	Poids : 10%	Poids : 15%	Non évalué lors de cette étape
Etape 2	Non évaluée lors de cette étape	Non évaluée lors de cette étape	Poids : 15% Seuil éliminatoire : note 4	Poids : 30% Seuil éliminatoire : note 4

Lors de la première étape, le groupe d'experts est constitué de scientifiques "indépendants". Lors de la deuxième étape, le groupe est constitué d'experts de la région concernée par la proposition. **Seul un projet sur quatre franchit la première étape.** Au total, sur INCO-DC (précédent PCRDT), 15% des projets ont été acceptés.

Les projets soumis à l'évaluation doivent impérativement être "bouclables" en 3 ans. Cette faisabilité est strictement analysée (pas de financements à rallonge possibles). Le critère "Gestion de l'équipe et ressources humaines" est analysé en particulier sous l'angle de la participation des pays du sud : les chercheurs du sud doivent avoir un véritable rôle. Le fait qu'ils soient leaders dans le projet est clairement un plus.

L'appel d'offres sera clôturé le 15/09/2000. Les projets soumis seront évalués à partir du mois d'octobre. Les négociations avec les partenaires des projets sélectionnés démarreront en janvier 2001 et les contrats seront signés, dans le meilleur des cas, en mai 2001.

Mesures dites d'accompagnement ou activités corrélées :

- ◆ diffusion de l'information, facilitation (réunions, etc.) : budget de 5 millions d'euros
- ◆ bourses pour les chercheurs des PVD : âgés de moins de 40 ans pour une durée maximale de 6 mois

Ces requêtes sont évaluées par les mêmes experts que les projets

Attention :

- ◆ aucune enveloppe financière n'est définie pour les projets forestiers, ceux-ci sont en libre concurrence avec les projets agronomiques
- ◆ la concurrence est également totale entre zones géographiques
- ◆ dans le cadre des appels d'offre Inco, seul l'INCO-DEV 2000 permet aux forestiers de présenter des projets. C'est pour eux l'unique chance à saisir.

Informations complémentaires :

sur le net :

<http://www.cordis.lu/inco2>

<http://www.cordis.lu/expert.candidature>

correspondant INCO-forêt : Nicole RIVEIL BOUNAGA

ETFRN est disposé à publier des appels à collaboration dans le prochain "ETFRN News" si elles lui arrivent avant le 20 avril ou sur le Net après.

DG DEV (développement) - exposé de Anne de Ligne.

Les informations fournies peuvent y se trouver sur le Net à :

Http://europa.eu.int/comm/development/sector/index_en.htm

<Http://europa.eu.int/comm/development/sector/forestry.htm>

Remarque.

L'un des quatre programmes thématiques du 5ème PCRD, intitulé "Qualité de la vie et Gestion des ressources du vivant" est susceptible d'intéresser les programmes F. Nat. et A&P. En effet, l'une des actions-clés de ce programme, intitulée "L'usine cellulaire", porte sur trois domaines dont le 3.2 : "Améliorer la durabilité environnementale". Ce domaine est lui-même subdivisé en 5 sous-domaines, dont le 3.2.4 fait l'objet d'un appel à proposition qui sera clôturé le 11/10/2000 : il s'agit de "Biodiversité et dynamique écologique de populations naturelles ou introduites".

Les projets sont à construire selon le même plan que ceux d'INCO-DEV et soumis aux mêmes critères d'évaluation. Les partenaires, dans ce cas précis, doivent être au minimum deux états membres de la CEE ou bien un état membre et un état associé.